

Extrait 28 - Opus 3

Franchir les Murs de Verre

Un train bondé

3

Opus

Monthome

Franchir les Murs de Verre

Dompter l'économie en faveur
des classes médianes

Auteur : Monthome - ISBN 9791023701609

0.50€

BOOKINER 



Auteur : Monthome

www.bookiner.com

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

Franchir les Murs de Verre

Extrait 28 - Opus 3

Chacun détient une part d'influence

. Avant-propos

92. Prendre ou ne pas prendre le train des affaires !

93. Lorsque l'économie devient une souffrance pour...

«Dans un cadre de démocratie citoyenne, l'impérieuse nécessité d'une économie saine doit assurer trois rôles majeurs : la survie de l'humanité, favoriser le progrès social pour tous, permettre en chacun l'aboutissement de soi.»

Conditions d'usage libre de droits

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

Avant-propos

L'économie est au cœur de la modernité des sociétés et de l'évolution des hommes. En ce domaine essentiel, mieux vaut un esprit ouvert qu'un esprit conservateur replié sur des valeurs dépassées. La pratique de l'économie classique s'apparente à une religion de l'argent avec ses égoïsmes, ses mirages, ses sagas, ses prophètes, ses prêtres, ses croisés, ses martyrs, ses sermons, ses valeurs et ses rituels de travail asservissant les masses, rabaissant les plus faibles et valorisant les plus forts.

L'ennemi dans l'échange, comme en matière d'avancée démocratique, est dans la certitude d'avoir raison seul ou en groupe. C'est même l'un des plus grands pièges que de fonder sa position sur des certitudes issues d'une réussite relative, d'un confort relatif et/ou d'un statut social relatif.

Lorsque les acteurs de l'économie s'enferment délibérément dans des raisonnements d'offre dominante fondés sur la rentabilité, la productivité, le profit, les parts de marché, la possession, l'accumulation d'argent ou encore, se motivent par le pouvoir du management exercé sur autrui..., ils en oublient souvent que le pouvoir économique n'est pas grand chose sans la demande issue du social et que le social est imparfait s'il ne sait prendre en compte l'humain dans une satisfaction suffisante et durable de ses multiples besoins.

92. Prendre ou ne pas prendre le train des affaires !

L'économie est un enjeu central au cœur même des sociétés modernes par sa capacité à irriguer l'ensemble du corps social dans l'ensemble du spectre des besoins humains. Comme le système sanguin elle représente un domaine aussi vital qu'incontournable, faisant qu'elle ne doit pas souffrir de prédation, d'appropriation ou de détournement au profit de certains et à l'encontre du plus grand nombre. Il existe une corrélation étroite entre les pratiques économiques au sens large (commercial, épargne, finance, répartition du patrimoine...) et le modèle de développement sociétal en place. Dans chaque nation, il s'agit même d'une filiation directe entre le système mère et le système économique « fils » dans le cadre d'une large collusion entre les différents acteurs dirigeants et influents du terrain, quel que soit le parti ou le régime au pouvoir.

Selon les fondements du système sociétal se déterminent les pratiques économiques en matière de gestion et de répartition des ressources, mais aussi en terme de niveau de qualité de vie (bonheur, bien-être, satisfaction des besoins vitaux...) comme de cloisonnement social. Il existe, de facto, une étroite corrélation entre le modèle économique dominant et le modèle sociétal dominant que l'on peut apparenter à la métaphore du réseau ferré et du train. Dans cette comparaison, l'économie (macro et micro) dépend directement d'infrastructures lourdes (lois, secteurs primaire, secondaire, tertiaire, quaternaire), de marchandises transportées (offre/demande de produits/services), de voyageurs (clients, consommateurs, usagers, hommes d'affaires), ainsi que d'un important personnel d'accueil, gestion, contrôle et de conduite (fonctionnaires, employés, salariés).

Elle dispose d'un grand nombre de trains (marchés) dont certains sont relativement longs et nécessitent plusieurs locomotives (grands comptes, groupes, multinationales) auxquelles sont accrochés de très nombreux wagons (catégories de prestataires, fournisseurs, sous-traitants). Certains trains sont plus courts (métiers précis) et d'autres plus rapides (technologie, innovation, mode). Certains sont plus spécialisés (BtoB) et d'autres plus généralistes (BtoC). Les wagons accueillent les marchandises ou les voyageurs avec des places généralement réservées (raison sociale officielle, N° d'identification Siret, codes d'activités...).

Lorsqu'un wagon est plein (marché saturé, hyper concurrence), les nouveaux voyageurs (créateurs d'entreprise, nouveaux entrants) doivent rester sur le quai en attendant que certains voyageurs descendent (retraite, dépôt de bilan, clôture d'activité) pour prendre leur place. Il est également possible de monter en force et de voyager sans ticket (travail au noir, passe-droit, économie souterraine) en créant alors de mauvaises conditions pour tout le monde (concurrence déloyale, contrefaçon, offre illégale).

Dans tout réseau ferré (économie), il existe également la possibilité de raccorder régulièrement de nouveaux wagons correspondant à de nouvelles offres et besoins (marchés émergents) et d'en laisser d'autres dans les gares de triage (marchés obsolètes, marginaux).

Compression économique : Sauf à pouvoir utiliser d'autres modes alternatifs d'échange entre l'offre et la demande ou entre le client et le fournisseur, la compression économique (saturation des marchés) produit une finalité négative (injustice, différentiel de traitement, frustration) pour le plus grand nombre, même si celle-ci permet d'éviter l'entropie générale en favorisant la continuité d'exercice du business pour les plus aisés, les plus forts et/ou les mieux adaptés. Lorsque le réseau ferré est bondé, comme c'est le cas dans de nombreuses activités, plusieurs types de contraintes induisent la nécessité d'une régulation forcée du système économique :

- . Difficulté pour monsieur tout le monde de voyager (exercer son activité ou un emploi) en devant accepter une promiscuité ambiante, des coûts d'entrée importants, des contraintes permanentes.
- . Difficulté à monter dans le train pour les nouveaux voyageurs (nouveaux entrants, créateurs d'entreprise).
- . Hiérarchisation des wagons en fonction de l'activité exercée et du statut des voyageurs ou des marchandises (de la classe VIP au voyageur lambda de 3^e zone)
- . Wagons entiers réservés aux voyageurs aisés et dominants (multinationale, grands comptes, regroupement d'entreprises, collectivités territoriales).
- . Réservation des places en faveur des voyageurs habituels, sûrs, stables et réguliers, dont les activités sont bien normées, déjà existantes et/ou ont pignon sur rue.

D'une manière générale, tout réseau économique moderne, comme tout réseau ferré, a tendance à se développer jusqu'aux limites de ses ressources et de l'attrait de son offre. C'est notamment le cas, au fil de l'histoire, avec les grands mouvements d'échanges commerciaux, industriels, de services, d'information, d'environnement, de finance, de nanotechnologie... Dans le prolongement de ce principe, plus une économie est saine, attractive et dynamique, plus elle crée de l'expansion en agrégeant sans cesse de nouveaux univers d'échange et plus elle dilate indéfiniment l'espace des échanges en éjectant conjointement les opérateurs, activités et secteurs les plus faibles ou les moins fiables. A l'instar du big-bang, ce grand mouvement de dilatation tend à capter, attirer, utiliser l'ensemble des ressources disponibles mais aussi à éjecter l'offre obsolète ou inadéquate.

Lorsque les ressources manquent ou lorsque le cadre sociétal bride ou contraint les principes physiques ou mécanistes de son développement, la tendance est alors à la stagnation, voire à la contraction et au désordre (entropie), jusqu'à ce que renaisse ultérieurement l'ordre selon les premiers principes physiques de la thermodynamique (transformation et conservation de l'énergie, augmentation de l'entropie globale...). C'est la raison pour laquelle toute économie (réseau ferré) a l'obligation de se structurer, d'être bien maillée et bien desservie (entreprises, commerces, services marchands et non marchands, marchés publics) pour rester stable, tout en acceptant l'occurrence de différents problèmes sur chacune de ses lignes (crises sectorielles, lois contraignantes, contraction de la demande, baisse d'activité...).

Pour tenter de les anticiper, voire de les résoudre, des systèmes de régulation et d'aiguillages (raison sociale, statut juridique, obligations sociales et fiscales, droit du travail...) et de signalisation (code du commerce et des sociétés, règles, normes, procédures) organisent le trafic général avec ses dispatcheurs (fonctionnaires, élus, technocrates, lobbies), ses contrôleurs (fisc, urssaf, services sanitaires...) ainsi que ses postes relais (associations, chambres consulaires, observatoires...).

Expansion économique : Dans une société moderne, éduquée, en croissance régulière, toute équation économique est destinée à rester expansive afin de pouvoir maintenir ses équilibres (rapport offre/demande) ainsi qu'une polarité positive (apporter du bien-être, satisfaction des besoins). Toutefois, l'expansion économique (EE) suppose d'abord que la demande (provenant des individus, ménages, entreprises) se diversifie sur le plus large spectre de besoins humains à satisfaire (plus de 200), que chacun d'entre eux s'intensifie en exigence ou volume et ce, dans le cadre d'une fréquence de demande de plus en plus rapide et régulière.

Il est conjointement nécessaire que l'offre existante (entreprise, producteur, fabricant, créateur, prestataire...) ait la capacité physique et matérielle d'optimiser l'ensemble des ressources disponibles (matière première, process d'industrialisation, logistique, équipements, compétence, productivité, gestion des ressources humaines...) et ce, en adéquation avec les nouveaux univers d'échange (marchés existants et émergents, typologies des cibles, attentes en matière de métatechnologies, métaéconomie, bioéconomie...). Il en résulte les données de l'équation suivante à satisfaire :

$$EE = \frac{\text{Nb individus} \times \text{élargissement des besoins humains} \times \text{fréquence} \times \text{intensification}}{\text{Offre existante} \times \text{ressources disponibles} \times \text{nouveaux univers d'échange}}$$

Pour réussir à satisfaire l'expansion économique (EE⁺), il est vital que l'équation sociétale (espace d'interactions entre les gens, les entreprises, les structures collectives et institutionnelles) soit du même calibre. Cela suppose de revoir l'ensemble des fondamentaux expansifs de la démocratie (ED⁺) sachant qu'aucune économie moderne ne peut contribuer durablement au bien-être des gens sans la préexistence d'un cadre sociétal plus fluide, plus ouvert et plus libertaire, du point de vue démocratique. Sans cette condition, l'entropie sociétale est évidente (échauffement, crise, rejet, concurrence exacerbée, déclin sectoriel...). L'exigence d'un cadre toujours plus démocratique est corrélative de la bonne santé économique et inversement, en permettant justement une plus grande liberté d'expression et de réalisation des multiples besoins humains et citoyens (demande). Elle doit permettre, de manière simultanée, à chaque acteur disposant de ressources utiles de pouvoir agir sur le terrain de l'offre (monter dans le train). Il est ainsi possible de dire que tout équilibre sociétal suppose, à la fois, une expansion démocratique et une expansion économique dans un rapport de type :

$$\text{Equilibre sociétal} = ED^+ + EE^+$$

Si la finalité de l'économie est de se développer jusqu'aux limites du possible de la demande par une adéquation suffisante de l'offre disponible, elle tend également à se cristalliser assez vite dès lors que l'environnement devient inadapté ou contraignant. Aussi, après que les multiples lignes ferroviaires (marchés) soient encombrées de très nombreux trains saturant le réseau et considérant que les autres modes alternatifs (économies parallèles, nanoéconomie, bioéconomie) sont eux-mêmes encore immatures, peu développés, sélectifs, coûteux, irréguliers ou lents, il en résulte forcément des impasses, des blocages, des séries récurrentes de problèmes s'imposant à tous.

En cela l'économie, comme l'activité d'un réseau ferré, n'est pas du tout un univers «fou», dispersé ou partant dans tous les sens. Elle dépend étroitement de nombreuses variables stables en constatant, par exemple, que les lois du marché s'organisent obligatoirement à partir du comportement de ses acteurs (dirigeant, responsable, client, producteur, industrie...) mais aussi dans le cadre d'un rapport équilibré étroit entre l'offre et la demande (marchés, segments, typologie de la demande ou de l'offre, spectre de besoins dominants à satisfaire...), ainsi que grâce à une infrastructure générale placée sous autocontrôle, contrôle d'Etat et/ou d'institutions dédiées.

Découplage économique : La démocratie appliquée à l'économie ne veut pas dire obligatoirement solidarité ou égalité de traitement entre les individus mais autonomie, acceptation de la différence, libre action, libre expression des uns et des autres. La fluidité suppose une certaine dose de liberté d'action acceptant des règles d'équité et de réciprocité (mais pas forcément de contrainte normative ou de régulation imposée). Si la régulation est nécessaire, elle doit être naturelle et assumée par chacun des acteurs concernés. Pour cela, il est d'abord nécessaire d'agir avec des acteurs disposant d'une qualité humaine, mentale et psychologique de bon niveau plus que de ruse, subtilité, perversité ou vénalité. Car si l'économie est viciée de l'intérieur (comme la politique), c'est surtout parce que ses principaux acteurs utilisent des modèles relationnels et comportementaux relativement médiocres et imparfaits.

Il convient ensuite de mettre en place des mécanismes de découplage entre la macroéconomie et l'économie financière, ainsi qu'entre la macroéconomie et la microéconomie. L'objectif est d'éviter que les erreurs systémiques se répercutent par effet domino sur la vie du citoyen lambda. C'est souvent l'interaction négative d'une sphère sur l'autre qui bouscule les équilibres internes. Il est également souhaitable de découpler, sur certains points, la microéconomie de la nanoéconomie (survie de base). Ainsi

dans l'actuel schéma de déclin des modèles sociétaux occidentaux, il n'y a rien de plus injuste que de forcer la microéconomie et la nanoéconomie à subir les contraintes de la macroéconomie et pire encore, celle de l'économie financière.

93. Lorsque l'économie devient une souffrance pour beaucoup et un paradis artificiel pour certains

Fondamentalement l'économie est destinée à apporter du bien-être aux individus afin de leur permettre de satisfaire leurs besoins essentiels, secondaires et tertiaires, dans un cadre d'interactions individuelles et collectives relativement positives. Pourtant plus l'économie se développe, plus elle tend à se radicaliser sous l'effet du rapport de force (concurrence, compétition), du conservatisme (hiérarchie, dominant/dominé), du pouvoir d'attraction de l'argent (chiffres d'affaires, profit). A ce niveau, l'influence directive du sociétal est directement en cause faisant que plus celle-ci est normée et coercitive, plus elle transfère cette logique au cœur du système économique et, par effet induit, au cœur même de la vie et du bien-être (mal-être) des gens.

Sans chercher bien loin les raisons du mal-être sociétal, démocratique et citoyen, la dérive des pratiques économiques est devenue le principal vecteur de production et d'exacerbation des conditions de mal être, de tension, voire d'état de crise permanent. Ce sont les principaux relais économiques et notamment l'entreprise, sa gouvernance et son management, les conditions de travail et d'emploi, les principes de rémunération ou encore le niveau disponible de pouvoir d'achat, qui sont responsables de l'état de santé sociétal. L'économie n'est plus un eldorado propice aux initiatives du génie humain mais un paradis artificiel entretenu par les multinationales, les établissements financiers et les Etats. A l'échelle du citoyen, elle est même devenue une souffrance pour un grand nombre de personnes devenues dépendantes de la surconsommation.

La détérioration du système économique provient, en grande partie, de la divination portée à l'argent et aux conditions de son obtention en produisant, à la fois, une concentration de richesses entre peu de mains et une atrophie plus ou moins généralisée compensée par le shoot (drogue) quotidien à la consommation. D'autres excès sont également liés à l'usage des ressources publiques en matière d'endettement et de déficit pas forcément nécessaires à la bonne santé de la nation. Lorsque le principal de l'économie se concentre entre peu d'acteurs (Etat, multinationales, organismes financiers, grands propriétaires...), celle-ci subit de plein fouet les conséquences de leurs décisions. C'est le cas notamment dans le secteur privé avec l'appropriation des ressources naturelles et stratégiques au sein d'un grand «Monopoly». Dans le secteur public, la charge pondérale liée à un nombre trop important de fonctionnels (fonctionnaires et titulaires) freine également la bonne vitalité générale pas des budgets obèses et autres incidences sur la masse salariale à prélever par l'impôt.

Il est clair que plus la fonction publique d'Etat, territoriale et locale est importante, plus elle produit de contraintes administratives et technocratiques favorisant le développement d'une véritable métastase administrative. Une métastase qui recouvre aussi bien la macroéconomie que la sphère de la microéconomie et qui ne se nourrit pas forcément d'argent prélevé par les impôts ou par l'endettement mais qui absorbe surtout beaucoup de temps et d'énergie collective. Il suffit de constater comment l'erreur économique la plus importante en entreprise est de privilégier le gonflement de la partie fonctionnelle et administrative aux dépens des 2 principales sources vitales de valeur ajoutée : la production (ouvriers spécialisés, fabrication, R&D) et l'interface client (commerciaux, vendeur terrain, e-commerce). La vision totalisante du système à vouloir tout contrôler ne peut que produire de l'inflation procédurière entraînant la croissance anormale de toutes les fonctions intermédiaires (comptabilité, gestion, marketing, juridique, financier, communication...).

L'économie ce n'est pas que du chiffre d'affaires à réaliser, de l'argent à épargner, des budgets à assurer, des équipements à financer, du matériel à amortir. C'est aussi un patrimoine de ressources naturelles à gérer de manière raisonnable ainsi que, et surtout, le talent des hommes à protéger, du temps à optimiser, des efforts à rentabiliser et beaucoup d'énergie à fournir.

Il faut donc faire très attention au fait que l'entrisme administratif du système associé à la dérive des pratiques marketing, commerciales et financières, ne viennent phagocyter de l'intérieur le processus économique. Même avec la meilleure expertise qui soit, l'ensemble des fonctions à vocation administrative et procédurière ainsi que celles spécialisées dans le détournement de la réalité et de l'imaginaire (marketing, communication), ne peuvent créer par elles-mêmes que très peu de ressources vitales et/ou de flux économiques d'échange durables et féconds avec l'extérieur.

Au contraire, en se développant de manière importante, elles ne peuvent qu'étouffer l'économie et «nitratiser» (rendre stérile) ses espaces naturels de production et d'échange. En cela, toutes ces fonctions prédatrices de temps et excessive dans le prélèvement économique immédiat ne peuvent que ralentir l'expansion économique sur le long terme.

Les 4 grandes erreurs du système déformant l'économie : D'un point de vue sociétal, économique et de gouvernance, nos sociétés modernes sont en retard d'un train en continuant à raisonner toujours de manière hiérarchique, binaire, verticale, linéaire et causale. Il est clair que le conservatisme ambiant freine les avancées démocratiques souhaitables, en créant de longues traînes polluantes et nuisibles qui n'en finissent pas de créer des perturbations de nature entropique autour d'elles (tension, chaos, crise...) :

1. Posture dominante : Soumission des entreprises et des citoyens aux lois dominantes de la macro-économie et de l'économie financière (argent, système monétaire, finance, gestion, fiscalité, comptabilité...) en n'hésitant pas à générer tout autour un grand nombre de contraintes macrophages de temps et de ressources.

2. Post-analyse économique : Choix de laisser les événements se produire en étant incapable d'anticiper, ou d'imaginer à l'avance (ou alors à l'excès et en dramatisant), mais ensuite savoir très bien exploiter politiquement la situation et/ou expliquer savamment «après» ce que l'on aurait dû faire (lorsque le train est passé). Un type de posture relativement médiocre qui justifie, en plus, la nécessité de prendre de nouvelles mesures toujours plus liberticides et coercitives en application du principe de précaution relevant lui-même du syndrome du «nul avant, moyen pendant et bon après».

3. Haute technocratisation : Utiliser l'intelligence formatée d'une certaine élite diplômée en la couplant aux moyens du système, afin d'exploiter de manière maximale les plus petites ressources disponibles auprès des forces actives et de l'environnement (nature, consommateur, revenus du travail, entreprise, patrimoine...). Une sorte de folie exponentielle du détail qui contribue à produire de manière ininterrompue des séries de carcans étouffant toujours davantage le dynamisme vital des entreprises, des salariés et des citoyens en produisant, au final, le syndrome de Gulliver (être maintenu au sol, malgré les capacités disponibles, par des fils très ténus mais aussi très nombreux).

4. Standardisation des approches : Obliger tout le monde à penser de la même manière, à travailler de la même manière, à consommer de la même manière, en niant les différences innées et autres principes d'autodétermination, comme en privilégiant l'efficacité immédiate au profit de certains à l'efficacité durable au bénéfice de tous.

A l'instar de la dimension politique et sociétale conservatrice qui freine le changement, de nombreuses pratiques économiques étouffent peu à peu la vitalité de ses principaux acteurs de terrain. C'est le cas notamment en entreprise et dans la plupart des entités de travail (administration, association, établissement public, collectivité locale...) dès lors que celles-ci favorisent le traitement prioritaire des obligations légales, administratives, fiscales et sociales, via une cohorte de services dédiés à son bon fonctionnement. Sous un certain angle, l'entreprise «moderne» a dénaturé son rôle primo-économique en devenant progressivement un substitut du système mère. Un relais qui contrôle et oriente l'activité des salariés en interne (donc des citoyens) mais qui développe aussi un système interne complexe, dévoreur de temps et d'une grande partie des ressources humaines et financières.

Dans une certaine mesure, il est possible de dire que l'entreprise «moderne» et certains de ses dirigeants sont devenus complices actifs du système en place. Une complicité acceptée, même si subie, qui entretient délibérément un ensemble de fonctions et de services macrophages devenus tellement envahissants et prédateurs de temps que la vie de l'établissement semble graviter constamment autour d'eux.

Au final, les dégâts culturels, motivationnels, économiques sont importants pour la plupart des acteurs impliqués qui ne profitent que d'une partie restreinte du gâteau, alors que le principal est avalé goulûment par le fisc, les organismes sociaux, certains cadres et les actionnaires. En cela, l'entreprise traditionnelle devient de moins en moins un modèle motivant à suivre pour les jeunes générations. Sauf à considérer de manière idéologique que le modèle économique doit devenir un abri social hébergeant par le travail le plus grand nombre d'individus, ou devenir une activité «jetable» à base de «coups» marketing à durée de vie limitée, ce modèle ne peut perdurer longtemps sans une grande vitalité dans la production et la force de vente (innovation, R&D, prospection, commercialisation, distribution).

Sans développement, agilité et vitalité, les activités sectorielles de la macro, micro et nanoéconomie tendent forcément à s'éteindre, voire implorer les unes après les autres sous leurs propres poids de contraintes.

4 grandes sphères économiques : L'économie nationale et internationale est scindée en 4 principales branches reposant sur les mêmes fondamentaux (Offre/demande, flux monétaires et de marchandises, échange marchand et non marchand, enrichissement/appauvrissement des opérateurs...) mais dont les logiques de fonctionnement diffèrent. La métaéconomie et la bioéconomie sont transverses à ces 4 grandes sphères.

- . **Macroéconomie** : activités d'Etat, marchés publics, flux d'impôts, prélèvements, taxes, redistribution, gestion des budgets...
- . **Economie financière** : activités tournées vers la bourse, l'épargne, la spéculation, les marchés financiers, monétaires et dérivés...
- . **Microéconomie** : activités de production et de commercialisation de produits/prestations/services fondées sur le volume et le ciblage client dans un cadre à vocation locale, territoriale, nationale et/ou d'import/export en BtoC, BtoB, BtoE...
- . **Nanoéconomie** : activités restreintes et hyperciblées, dont la plupart sont identiques à celles de la microéconomie, reposant sur les principes actifs de la bioéconomie, le système D, les très petits marchés ciblés...